



# Référendum contre la loi sur les jeux d'argent

.jeunes vert-e-s

La loi sur les jeux d'argent met en danger la liberté d'internet, ne protège pas suffisamment de l'addiction au jeu et provoque des pertes fiscales.

## Non à la censure d'Internet !

La Suisse devient-elle un Etat qui pratique la censure comme la Chine ou la Corée du Nord ? Avec la nouvelle loi sur les jeux d'argent, les pages web des sites de jeux étrangers seront bloquées. Ce qui commence avec le poker online peut rapidement tourner à une censure étendue, comme par exemple avec la musique, les films ou même des sites d'information. La liberté d'Internet est un droit fondamental et ne doit en aucun cas être entravée !

## Non à une prévention insuffisante des jeux d'argent !

La nouvelle loi sur les jeux d'argent a ignoré les recommandations des expert-e-s. Pour une protection des joueurs-euses il est nécessaire de mettre en place, par exemple, une commission nationale d'expert-e-s et d'investir dans la prévention.

## Non à une réduction de l'impôt sur les gains issus de jeux d'argent !

À l'avenir, selon la loi, les gains sur les jeux d'argent seront moins taxés. Cela augmente non seulement le risque de dépendance pour les joueurs-euses, mais conduit également à des pertes fiscales.

Référendum contre la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (loi sur les jeux d'argent, LJAr).

Publication dans la Feuille fédérale: 10 octobre 2017

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu de l'art. 141 de la Constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 59a à 66), que la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (LJAr) soit soumise au vote du peuple.

Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'un référendum est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Canton:		NP:	Commune politique:		
Nr.	Nom/Prénoms (écrire de sa propre main et en majuscules)	Date de naissance (jj/mm/aaaa)	Adresse exacte (rue et numéro)	Signature manuscrite	Contrôle (laisser en blanc)
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					

Expiration du délai référendaire: 18 janvier 2018

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les \_\_\_ (nombre) signataires du référendum dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Lieu \_\_\_\_\_ Signature manuscrite \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_ Fonction officielle \_\_\_\_\_

Sceau:

Merci de renvoyer au comité référendaire la liste de signatures remplie de manière complète ou partielle d'ici le 05.01.2018 à l'adresse suivante: Jeunes Vert-e-s Suisse, Waisenhausplatz 21, 3011 Berne, qui s'occupe de l'attestation des signatures. D'autres listes de signatures peuvent être commandées sur le site: [www.loisurlesjeuxdargent.ch](http://www.loisurlesjeuxdargent.ch)